

DECLARATION DE FEVRIER 2004

**DECLARATION COMMUNE DES
FEDERATIONS DE CHEMINOT(E)S**



Confederacion
General del
Trabajo
Espagne

RMT (Grande Bretagne),
ORSA (Italie), **CUB** (Italie), **SULT** (Italie),
CGT (Etat espagnol),
LAB (Pays basque),
SAC (Suède),
SUD-RAIL (France)



National Union of Rail
Maritime & Transport
Workers
Grande Bretagne



Organizzazione
Sindacati
Autonomi e di
base.
Settore ferrovie
Italia



F.L.T.U.
FEDERAZIONE
LAVORATORI
TRASPORTI
UNITI
C.U.B. Trasporti
Italia



Suède

SAC SYNDIKALISTER



Langile
Abertzaleen
Batzordeak
Pays basque



Sindacato Unitario
Lavoratori Trasporti
(affinità ferroviarie)
Italia



Fédération des
syndicats du Rail
Solidaires Unitaires
Démocratiques
France

Les politiques économiques élaborées par les institutions de Bretton Woods, le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, déterminent désormais les politiques sociales et de l'emploi sur toute la planète.

De par ses fondements même, l'Union Européenne est une construction supranationale au service du pouvoir financier, capable d'entrer en concurrence avec les autres zones similaires sur le marché international grâce à ses entreprises transnationales, ce qui est clairement ratifié dans le projet actuel de Constitution européenne.

Ce projet de Constitution fait du capitalisme un principe constitutionnel, tout comme l'augmentation des dépenses militaires dans le cadre de l'OTAN, ne reconnaît pas comme fondamentaux les droits et libertés des travailleurs(es), tant sur le lieu de travail que dans la société : droit de grève, d'association et d'activité syndicale, à la santé et à la sécurité au travail, à avoir un travail, à un salaire pour une vie digne, à une retraite pour une vieillesse sereine, au logement, à l'égalité des sexes, à la liberté de pensée, de paroles, à préserver l'environnement et l'écosystème pour les générations présentes et futures.

Ce projet fait disparaître toute notion de services publics pour laisser place à de nébuleux « services d'intérêt général » soumis à la concurrence,

Syndicalistes, nous ne pouvons accepter cela.

Ces politiques visent d'abord à déréguler les services publics en dérogeant au cadre légal existant (droit du travail, droits syndicaux, protection de l'environnement, santé publique, éducation publique, services sociaux aux plus démunis, etc.) et ensuite à les privatiser, tout cela avec l'accord et la complicité des gouvernements des Etats.

Ce schéma de démantèlement de la protection sociale et de déstructuration du marché du travail se met en place de manière identique dans les différents pays :

- libéralisation et privatisations,
- flexibilisation des conditions de travail,
- précarisation,
- baisse des budgets consacrés à la protection sociale,
- dégradation des services publics,

EUROPE RAIL

- augmentation des accidents du travail,
- gestion privée du patrimoine public,
- délocalisation des entreprises,
- augmentation de la répression et restriction des libertés,
- maintien de la discrimination sexuelle.

LES CHEMINS DE FER AU PERIL DU LIBERALISME

Les chemins de fer sont directement confrontés à cette situation, qui est la conséquence de l'état du rapport de forces entre le mouvement ouvrier et ceux qui veulent « gouverner le monde ».

Les directives européennes, avec les « paquets ferroviaires » qui organisent la libéralisation des trafics, **mais aussi les décisions de nos gouvernements** vont dans ce sens :

- privatisations des chemins de fer,
- séparation entre infrastructure et exploitation,
- politique « commerciale » de plus en plus tournée vers le profit au détriment de la satisfaction des usagers,
- absence de mesure empêchant le dumping social,
- politique sociale qui, à travers le « management », privilégie l'individualisme.

En tant qu'organisations syndicales nous considérons qu'il est de notre devoir de combattre ces orientations.

COORDONNER NOTRE ACTION AU PLAN EUROPEEN.

Face au processus de globalisation, le syndicalisme au niveau international est confronté en ce début de vingt et unième siècle, à l'urgence d'une réponse qui dépasse les frontières des Etats.

Depuis plusieurs années, nous tissons des liens entre nos organisations syndicales.

Nous avons aussi pu voir que nous cherchons, les uns et les autres, les outils de coordination permettant de mettre en commun nos expériences, de confronter nos orientations et surtout de faire converger nos actions.

Nos diverses expériences, que nous appartenions à des organisations membres de la CES ou non, nous ont montré l'absence de volonté de la CES de s'engager réellement dans ce travail de coordination et de mobilisation au plan européen pour combattre efficacement les orientations libérales actuelles de l'Union européenne.

Avec d'autres syndicats, associations, citoyen(ne)s, nous voulons construire «une autre Europe» et «un autre monde», contre ceux qui soutiennent les logiques libérales.

UNE AUTRE EUROPE FERROVIAIRE EST POSSIBLE !

Dans le prolongement de nos travaux et actions passés, nous décidons de franchir une étape supplémentaire dans la nécessaire coordination internationale du syndicalisme de luttes sociales que nous pratiquons.

Notre coordination doit être continue. Ainsi, nous serons plus forts pour :

EUROPE RAIL

nous opposer à la politique antisociale de l'Union Européenne, des gouvernements et des directions d'entreprise, faire connaître et défendre nos propositions sur tout ce qui concerne la politique des transports, les conditions sociales des salarié(e)s de ce secteur. Ceci notamment vis-à-vis des organismes européens. Surtout, organiser l'action collective des salarié(e)s, sans laquelle le syndicalisme perd tout son sens.

Nous voulons développer la confrontation entre nos histoires et nos cultures syndicales et ferroviaires, pour une meilleure connaissance mutuelle. C'est indispensable pour mieux lutter contre le développement des politiques libérales et pour la mise en œuvre de véritables services publics répondant aux besoins de l'ensemble de la société.

Notre coordination est sur le champ professionnel, du ferroviaire en particulier et des transports en général, en englobant l'ensemble des salarié(e)s quelles que soit les divisions imposées par les patrons et les gouvernements (travailleurs « à statut » comme de droit privé, d'entreprises publiques ou privées y compris la sous-traitance, les filiales...)

Mais notre syndicalisme est bien sûr interprofessionnel ; nous nous retrouvons pleinement dans la démarche de construction d'un réseau syndical alternatif européen.

Notre coordination repose sur l'autonomie des organisations qui y participent.

Parce que nous privilégions l'échange, le dialogue, la progression commune, au sein de la coordination, les décisions sont prises au consensus entre les organisations.

Notre coordination se fonde sur les principes de solidarité, de justice sociale, d'égalité, de démocratie, d'autonomie vis-à-vis des partis politiques. Le combat pour la paix, l'écologie font partie des valeurs fortes que nous défendons.

Nos principes de fonctionnement définissent notre volonté commune d'activité et d'action syndicale conjointes au plan européen, en ce qui concerne le secteur ferroviaire.

Nous affirmons qu'une autre Europe ferroviaire est possible, une Europe dans laquelle on respecte les acquis sociaux, les conditions de travail, la sécurité, le service public, le droit de grève et les libertés syndicales.

C'est cette Europe là que nous voulons contribuer à construire. Notre démarche est ouverte à toutes les forces syndicales européennes et n'oublie pas la situation spécifique de nos camarades des pays d'Afrique, Asie, Amérique latine et centrale dans lesquels nos entreprises européennes interviennent trop souvent comme représentantes d'un colonialisme encore bien présent.

Saint Denis, 28 février 2004.